

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 479 - 1 €

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

Autres publications:
« programme communiste »
Revue théorique
« il comunista »
Journal bimestriel en italien
« el programa comunista »
Revue théorique en espagnol

Journal bimestriel
No 479
Nov.-Déc.2005 / Janv.-Févr. 2006
42è année - Un expl.: 1 €, 3 FS, £1,
40 DA, 7 DH, 800 F CFA

DANS CE NUMERO

- La colère et la violence prolétariennes des banlieues annoncent les futures tempêtes sociales !
- Bref aperçu historique de la Gauche Communiste (dite «d'Italie»)
- Vague de grèves au Vietnam
- Vie du parti

Bolivie: Evo Morales arrive à la présidence pour consolider le capitalisme

La victoire du leader du M.A.S., Evo Morales, lors des élections présidentielles boliviennes, a suscité une certaine inquiétude parmi les capitaux impérialistes et a été au contraire accueillie favorablement par les organisations de gauche en Amérique Latine et ailleurs. Morales a multiplié les déclarations incendiaires contre les Etats-Unis (déjà, lors de sa première candidature, l'ambassadeur américain à La Paz avait déclaré que s'il était élu, les USA couperaient leur aide économique au pays), il est allé rencontrer Castro et Chavez, etc. Avant les élections le M.A.S. avait laissé entendre qu'il allait nationaliser les multinationales qui exploitent ses ressources minières, à commencer par le gaz autour duquel une grande agitation a provoqué nombre de troubles politiques: en 2003 le président Sanchez de Lozada, chassé par la rue, avait été contraint de chercher refuge aux Etats Unis, laissant son poste à son vice-président Carlos Mesa. De plus, Morales le *cocalero* qui été dirigeant d'un syndicat de paysans cultivateurs de coca, avait annoncé qu'il allait permettre la culture de cette plante que les Etats Unis cherchent à éradiquer dans le cadre de leur lutte contre la drogue.

Mais en vérité Morales et le M.A.S. ne sont pas les boutefeux que décrivent les médias réactionnaires ni les partisans d'une révolution, qu'elle soit sociale ou ethnique (indienne). Le MAS a été dans les faits un des principaux soutiens du gouvernement de Carlos Mesa dont la politique, à l'exception de l'épineuse question du gaz, a été identique à celle du gouvernement précédent. Pendant toutes les agitations de la dernière période, le M.A.S. a joué un rôle «modérateur», c'est-à-dire de **frein** des mobilisations sociales. Lors de sa première déclaration après sa victoire électorale, Morales a affirmé qu'il ne «confisquerait ni n'expropriait les propriétés des multinationales». Selon l'hebdomadaire argentin «Pagina 12» du 28 décembre, il a à nouveau déclaré lors d'une réunion dans la ville de Santa Cruz avec des grands propriétaires terriens et capitalistes boliviens: «je ne veux exproprier ni confisquer les propriétés de personne. Je veux apprendre des entrepreneurs». Il a également accepté les demandes d'autonomie formulées par les bourgeois de cette riche région qui craignent que leurs ressources soient utilisées pour financer les régions

(Suite en page 4)

L'Union Sacrée pour condamner la révolte des banlieues

Les émeutes de cet automne en France ont revêtu le caractère d'un événement politique majeur, au point de se transformer en véritable **révolte des banlieues**, qui a touché, de façon évidemment très variable, toutes les villes du pays, y compris celles qui n'ont que quelques milliers d'habitants - à condition qu'il y ait une population prolétarienne. Ces émeutes ont commencé dans le département de la région parisienne de *Seine Saint Denis*, qui est le département le plus prolétarien de France, après un incident fatal causé par le harcèlement policier, comme il en existe régulièrement depuis des décennies. Au mieux ces **crimes** (appelés «bavures policières») provoquaient autrefois des manifestations et des affrontements localisés au quartier où

Le gouvernement a utilisé le prétexte d'une supposée menace terroriste pour accroître la présence policière et faire passer toute une série de mesures renforçant le contrôle étatique sur les communications, assimilant à des activités terroristes l'aide aux travailleurs sans-papiers, etc.

La propagande officielle des autorités, relayée par tous les médias a assimilé ces jeunes à des voyous, de la «racaille», ne cherchant qu'à détruire aveuglément par amour de la violence. Les partis gouvernementaux assuraient que les émeutes étaient l'oeuvre soit de délinquants dealers de drogue, soit de groupes «bien organisés» qualifiés d'«islamistes», soit la conséquence de la... polygamie! Cette propagande a attisé de façon spectaculaire le racisme ambiant déjà très important en temps normal, et qui avait été encore renforcé par la propagande «anti-terroriste». Les prolétaires immigrés sentent

instinctivement qu'ils vont servir de bouc-émissaires.

Dans les faits les groupes religieux islamistes ont fait au contraire tout leur possible pour calmer les jeunes et collaborer avec la police (une «fatwah» proscrivant les émeutes a même été lancée), sans grand succès d'ailleurs. Quant aux dealers qui de tout temps ont servi d'indicateurs de police, ils ont besoin de tranquillité pour faire leurs affaires. L'extrême droite appelait à l'utilisation de l'armée, tandis que la gauche, approuvant l'état d'urgence, n'a critiqué le gouvernement qu'en émettant des doutes sur ces capacités à y ajouter des mesures sociales, affirmant elle aussi que la priorité est le retour à «l'ordre républicain».

Cette révolte a obligé les diverses forces politiques à prendre position «à chaud» (c'est le cas de le dire!). Il est très instructif d'examiner un peu plus en détail leurs réactions

ils avaient eu lieu; jamais comme aujourd'hui ils ne se sont étendus ni à d'autres villes et ni bien sûr à tout le territoire.

C'est d'une part l'indice de l'importance des tensions sociales qui se sont accumulées, d'autre part le résultat de l'aggravation continue des mesures répressives depuis quelques années dont les jeunes sont les premiers touchés, mais qui frappent aussi de manière croissante l'ensemble des prolétaires. A Marseille il y a eu le cas des travailleurs de la SNCF, puis une décision de justice déclarant illégale la grève des travailleurs du Métro et des Bus marseillais qui durait depuis 29 jours, sous prétexte que c'était... une grève politique (opposition au changement de statut)!

devant l'éclatement d'un mouvement social de ce type; en effet comme elles n'ont pas été tempérées par la propagande ou les discours habituels, ces réactions dévoilent, bien plus que de savantes analyses, la nature politique de ces différentes forces.

Il est de ce point de vue très significatif de constater que la très grande majorité des organisations politiques, de la droite à l'extrême-gauche ont rivalisé pour condamner les émeutes, à l'unisson du bourrage de crâne des grands moyens de **désinformation** bourgeois.

LE RÉFORMISME CASQUÉ

Il n'est sans doute pas nécessaire de s'attarder longuement sur le Parti Socialiste. Emmené par un de ses anciens ministres de

(Suite en page 2)

Sur le Fil du Temps

SURHOMME, DÉGONFLE-TOI ! (fin)

HOMMAGE À LA «MATER»

Passons à l'histoire de l'animal humain. Selon des auteurs aussi peu *battilocchi* que Fourier, Morgan, Engels (pour ne pas parler de Rousseau), les premières **fratries** dont nous avons l'éloge en une autre occasion en opposition à la société bourgeoise et chrétienne, n'étaient pas morcelées en familles mais possédaient tout en commun. La domination de l'homme par l'homme y était inconnue, au point qu'en cas de guerre entre **gens**, tous les vaincus étaient tués, car il était impensable de les réduire en esclavage ou de les admettre dans la tribu, sans qu'il y ait mélange des sangs. Ce n'est qu'à la fin de cet immense parcours, quand tous les moralistes et avec eux tous les *battilocchi* auront mordu la poussière, que nous arriverons enfin à l'humanité, à la **gens** communiste unique. Pour l'instant, occupons-nous sans rechigner à «frayer le chemin», à ouvrir la voie difficile. Là où il faut passer, il faut tailler. Il n'y a pas de preuve vivante de tribus où régnerait un commerce sexuel indiscriminé y compris entre différentes générations. Il est certain cependant qu'un tel stade très primitif des hordes humaines a dû exister si l'on se fie à l'analogie avec les animaux où rien n'empêche ce genre de pratiques, ou aux

traces qu'on peut découvrir dans les mythes et dans la littérature. Mais tous les autres types de rapports ont été découverts par Morgan chez les Indiens d'Amérique (aujourd'hui malheureusement infestés par la syphilis, le whisky, la démocratie et la télévision); en tout cas, il en a génialement tiré la description à partir de la curieuse terminologie des relations de parenté: tous les hommes de la tribu sont appelés papa, seule la mère est appelée maman, ses soeurs étant les tantes.

A l'exception de l'interdiction de l'union entre ascendants et descendants, le commerce sexuel entre les hommes et les femmes est libre; par conséquent (y compris à l'époque de la solennelle rigueur romaine: *mater certa, pater autem incertus* - latin facile à comprendre) (1), le seul rapport familial certain est celui entre la mère et ses enfants, qui fait autorité. La femme la plus âgée est au sommet de la descendance. Il semble logique que les jeunes des deux sexes vivant avec la mère, ce soit celle-ci qui soit la «dépositaire» des traditions à transmettre de génération en génération. Il en était de même chez l'animal, mais chez l'homme un moyen puissant est venu s'y ajouter: le langage articulé (cf Prometeo n°2, première série: *la genèse des idées*). Peut-être la mère ou l'aïeule la plus

éloquente, à la voix la plus forte ou la plus persuasive, était la conseillère de tous. Toutes les littératures gardent des traces de cet état social, dit matriarcat ou gynocratie, où tout allait pour le mieux. Ce système de rapport reproductif et d'organisation sociale commune et spontanée, sans aucun droit de propriété ni esclavage, existait autrefois par exemple chez les Germains et les peuples du Nord. Marx a reproché à Richard Wagner une grave erreur historique en faisant proclamer à ses personnages des *Nibelungen* l'horreur de l'inceste entre frère et soeur alors que pourtant chez les peuples primitifs il n'était pas contraire à la morale. Dans la mythologie classique Jupiter épouse sa soeur, et d'ailleurs il ne pourrait en être autrement si nous descendons tous d'Adam et Eve...

Nous n'allons pas décrire les différentes structures familiales où progressivement une habitude positive a interdit les unions entre germains, bien qu'il existait le mariage entre un groupe d'hommes et un groupe de femmes, consanguins seulement au second degré.

Ce qui nous occupe, c'est la conduite des organisations humaines, et nous ne cachons pas une vive sympathie pour l'époque du

(Suite en page 4)

L'Union Sacrée pour condamner la révolte des banlieues

(Suite de la page 1)

l'Intérieur, Vaillant, le groupe parlementaire du PS voulait voter pour l'instauration du couvre-feu décidé; la direction du parti battait pour le convaincre que pour des raisons électorales il ne fallait pas apparaître comme de suivistes du gouvernement. Comme il était impensable de voter contre, les députés du PS finirent pas accepter de s'abstenir lors du vote d'une mesure à laquelle ils étaient pour la plupart très favorables. Il est bien fini le temps où le PS jouait la comédie de l'indignation et de la mobilisation contre le vote de «lois scélérates»! Lorsqu'il était au gouvernement, il a fait ce qu'il a pu pour augmenter les pouvoirs de la police, durcir la répression et «blinder» la «démocratie» - du plan «Vigipirate» aux arrestations et expulsions de travailleurs sans papiers (souvenons-nous de ces trouvailles socialistes parmi tant d'autres qu'ont été les expulsions par charters ou la légalisation des «prisons clandestines»).

Le PCF, lui, a tenté d'avoir une position critique vis-à-vis du gouvernement et de l'instauration de l'état d'urgence, mais après avoir appelé à la répression. Dans un communiqué publié sur «l'Humanité» le 4 novembre et intitulé «Assez de provocations (pour ces tristes sires tout ce qui trouble le sacro-saint ordre établi ne peut être que le résultat de provocations - Ndlr) et d'irresponsabilité!», le PCF déclarait ainsi: «**Rétablir l'ordre est une urgence extrême**», accusant le gouvernement d'être «incapable de garantir l'ordre public». Dans le catalogue en 9 points de mesures à prendre que contenait ce communiqué, il s'y trouvait des classiques revendications réformistes de plus de crédits pour les services publics et pour l'emploi, la demande d'un «véritable dialogue» des pouvoirs publics avec les populations, à côté d'un volet proprement répressif: appels à «Redonner du sens à la loi» (...) «afin que la notion de devoirs reprenne tout son sens et sa légitimité»; à «Donner à la justice les moyens de faire respecter la loi»; à «Mettre la police au service de toute la nation, ce qui implique: démocratisation, formation, proximité et moyens adaptés».

Le réformisme ne se contente pas en effet de répandre ses doucereuses illusions sur les bénéfices du dialogue entre les classes, sur le rôle possible de l'Etat en faveur des exploités à condition qu'il soit démocratisé; intimement lié aux institutions et aux mécanismes du système capitaliste qu'il veut par conséquent protéger de toute attaque, le réformisme est forcément **casqué**. Lorsque les tensions sociales deviennent trop fortes, il n'hésitera jamais à faire appel à la répression étatique ou même à prendre en charge lui-même cette répression contre les prolétaires comment cent exemples l'ont démontré et le démontrent chaque jour.

Si le PCF a condamné officiellement l'instauration du couvre-feu et alla jusqu'à faire mine de participer à une mobilisation contre l'état d'urgence (mobilisation qui ne fut qu'une farce), l'attitude répressive de ses maires dont un André Gérin (banlieue lyonnaise) n'hésitant pas à féliciter ouvertement Sarkozy est l'illustration, témoigne une nouvelle fois de la réalité de ses agissements sur le terrain.

Si on lit l'appel unitaire contre l'état d'urgence du 9/11, signé outre le PCF, par les Verts, la LCR, la FSU, l'Union syndicale Solidaires, etc. (le PS n'ayant pas signé, ni la CFDT, FO ou la CGT), on peut relever des phrases qui caractérisent leurs auteurs: «*Même en mai 1968, alors que la situation était bien plus dramatique (sic!), aucune loi d'exception n'avait été utilisée par les pouvoirs publics*»; «*Stopper les violences et*

rétablir les solidarités (?) dans les banlieues est une nécessité (!). Cela implique-t-il de les soumettre à une législation d'exception héritée de la période coloniale? On sait où mène le cycle bien connu qui enchaîne provocations et répression». Autrement dit, vive la répression, à condition qu'elle en soit pas d'exception mais raisonnable et modérée - comme en 68!; d'ailleurs cela risquerait moins de mettre le feu aux poudres...

L'EXTRÊME GAUCHE ÉLECTORALISTE CONTRE LES ÉMEUTES

Nous venons de voir que la LCR était signataire de cet appel contre l'instauration de l'état d'urgence qui était en réalité un authentique **appel à la répression**. Sans doute la LCR a jugé bon de signaler son désaccord avec la deuxième phrase que nous avons citée, mais ce désaccord ne l'a pas empêché de signer. Si l'on en croit le compte-rendu d'une réunion préparatoire à cet appel (1), elle s'est **opposée** à la revendication de retrait des CRS des banlieues qui était formulée par les habitants ainsi qu'à la revendication d'amnistie des jeunes arrêtés par la police et qui ont été victimes d'une véritable justice expéditive. Son représentant a affirmé que la LCR était d'accord avec ces revendications, mais qu'il ne fallait pas les avancer pour ne pas rompre l'unité avec le PCF et compromettre l'action. En fait d'action et de mobilisation il n'y a rien eu, comme il ne pouvait rien y avoir sur la base d'un tel rassemblement d'adversaires de la lutte prolétarienne. On a là toute l'hypocrisie du centrisme, **révolutionnaire en paroles, contre-révolutionnaire dans les faits**, comme disaient les bolcheviks (sauf qu'il ne parle même plus de révolution!): sa fonction politique précise dans le système bourgeois est de ramener dans le giron des organisations classiques de la collaboration entre les classes, les prolétaires qui tendent à rompre avec elles. La LCR peut bien, maintenant que le calme est revenu et que force est restée à la loi, parler de la «révolte des jeunes»; lorsque cette révolte était en cours elle s'y opposait, à l'instar d'un Krivine participant à des rondes de propriétaires pour protéger leurs biens (2)!

Il faut par contre reconnaître à Lutte Ouvrière une franchise méritoire. Dès le début elle a condamné les émeutes et accusé le gouvernement d'avoir réduit la «*police de proximité*» (3), en des termes rappelant ceux du PCF. Rappelons que la police de proximité avait été une invention du gouvernement de gauche pour mieux quadriller les quartiers prolétaires. Seul le plus crasse réformisme peut s'imaginer que la police sert à protéger les «citoyens»: elle sert en réalité à **protéger le système capitaliste** fondé sur l'exploitation et la répression du plus grand nombre. C'est donc foncièrement une arme antiprolétarienne comme, à la différence de L.O., le savent par expérience les jeunes prolétaires sans avoir eu besoin d'étudier la théorie marxiste.

Dans ses articles de dénonciation de la «*violence stérile*» des jeunes des quartiers populaires, L.O. n'a jamais manqué de citer les «*voyous*», les «*trafiquants*», les «*petits parasites*» comme étant en partie responsables de ces violences. Pour elle, cette révolte montre que la jeunesse est «*déboussolée*»: pensez donc, brûler des écoles alors qu'il en manque «*pour transmettre à tous ce minimum d'éducation que les familles n'ont pas les moyens de transmettre - ne serait-ce que savoir lire, écrire et parler correctement (sic!)*»! «*Les travailleurs n'ont pas à se réjouir de la forme que prend cette explosion, et pas seulement parce qu'ils sont les*

premiers à en souffrir (!). La jeunesse, c'est l'avenir. Mais de quel avenir une jeunesse déboussolée peut-elle être l'artisan?» (4).

Focalisée sur les incendies de voitures que décrivaient les médias et dont les services de police tenaient la comptabilité quotidienne, L.O. ne semble pas s'être aperçue que la violence des jeunes était d'abord tournée contre la police, puis contre ce qui représentait pour eux l'autorité établie et les privilégiés - du petit commerçant rapace à l'école qu'ils n'ont vécu que comme un baigne, etc. Rappelons que déjà en 68 les incendies de voiture avaient été utilisés par le pouvoir pour dresser la population contre les émeutiers. Les communistes véritables n'ont pas à s'aligner sur cette propagande, mais leur faut comprendre la nature prolétarienne de ces événements; ils n'ont pas à gémir sur la menace de «*décomposition de la vie sociale*» que ces événements feraient apparaître, mais à **saluer** la démonstration que les jeunes des banlieues ont faite de leur capacité de révolte et de lutte, au-delà du caractère inévitablement primitif, élémentaire, de cette première révolte.

La conclusion de L.O. n'est évidemment pas celle-là. Lors de son congrès de décembre, face à une motion de sa minorité qui décrivait les émeutes comme une «*rébellion d'une partie de la jeunesse ouvrière*» et soutenait qu'il fallait défendre ces «*jeunes prolétaires*» contre la justice, les dirigeants de L.O. ont répondu qu'il s'agissait d'une «*révolte des asociaux*»...

Cette seule expression qui exprime toute la morgue du réformiste, de l'aristocrate ouvrier», vis-à-vis des prolétaires qui entrent en lutte sans respecter les usages et les bonnes manières (et qui n'écrivent ni ne parlent correctement!) suffirait à montrer de quel côté de la barricade sociale se trouve L.O.

LES RÉVOLUTIONNAIRES DE LA PHRASE

Si nous nous tournons ensuite vers les groupes qui se situent à gauche du trotskysme et qui se revendiquent à tort ou à raison de la Gauche communiste, nous avons un spectacle qui n'est guère enthousiasmant.

«*Il Programma Comunista*» écrit avec raison que «*les communistes doivent affirmer avec force que les rebelles des banlieues sont des prolétaires [et non] simplement (...) des immigrés ou (...) des membres de tel ou tel groupe ethnique, nationale ou religieux*». Il PC n'a bien sûr pas tort de rappeler la nécessité du parti révolutionnaire pour «*rassembler l'énergie et la colère qui se dégage des profondeurs*» de la société et la diriger vers la lutte politique de classe jusqu'à l'insurrection et la dictature du prolétariat; mais on peut s'interroger sur la signification qu'il donne vraiment à cette révolte lorsqu'il nous dit qu'il ne fait que reprendre l'analyse se trouvant dans un article écrit il y a presque trente ans au sujet d'une grande panne d'électricité à New-York qui avait vu pillages et échauffourées éclater dans la nuit. D'autant plus que par rapport à cet article expliquant que le gigantesque fait divers new yorkais avait révélé l'antagonisme social permanent et toujours prêt à exploser sous le capitalisme, Il PC a jugé bon de rajouter des mises en garde de son cru: «*abandonnées à elles-mêmes, [ces flambées] sont destinées à passer sans laisser de traces (...), à refluer dans la frustration ou pire encore à être canalisées dans des impasses d'une rébellion anarchique (...) ou encore du fondamentalisme ethnique ou religieux, deux issues négatives de toute perspective révolutionnaire*». Tant que le prolétariat n'a pas encore la force de se regrouper en parti, **toutes** ses luttes courent le risque de refluer dans la frustration ou d'être canalisées dans telle ou telle impasse - et elles le sont le plus souvent. Cela signifie-t-il que ces luttes sont inutiles, qu'elles sont toujours condamnées en attendant «*le parti révolutionnaire mondial*» qu'Il PC «*exhorte*» les communistes «*à renforcer, étendre, enraceriner*» comme s'il existait déjà? En ne comprenant pas la dialectique qui existe entre les luttes spontanées du prolétariat qui à un

certain point débouchent sur la reprise de la lutte de classe, et la reconstitution du parti révolutionnaire, Il PC ne peut que tomber dans un exhortationnisme moralisant d'un côté, et dans la méfiance envers les flambées prolétariennes spontanées de l'autre.

Sur la révolte des banlieues, le «Bureau International pour le Parti Révolutionnaire» (BIPR) qui comprend le groupe italien «Battaglia Comunista», la britannique «Communist Workers Organization» et qui publie en France la revue «Bilan et perspectives» a donné position dans un communiqué publié sur son site internet en date du 9 novembre.

Cette prise de position était une condamnation de la révolte: «*Ces émeutes ne sont pas une perspective pour la classe ouvrière. Ces jeunes (...) n'ont qu'un faible instinct de classe et en tout cas très confus*», à la différence des émeutes en Argentine en 2001 ou des pillages de supermarchés par les prolétaires victimes du cyclone Katrina (?). «*Les émeutiers en France détruisent les voitures de leurs voisins prolétaires, mettent le feu aux écoles fréquentées par leurs frères et soeurs, brûlent les supermarchés. Ces émeutes (...) n'offrent aucun contenu politique de classe*». Dans un premier temps il était cependant ajouté que «*bien qu'étant sur un terrain revendicatif*», elles démontreraient «*une certaine disponibilité à la lutte des travailleurs*», puis ce bout de phrase fut retiré.

Le communiqué se terminait de façon quelque peu confuse «*en soulignant encore plus fort la nécessité pour les révolutionnaires de contribuer à recréer les conditions de lutte sur le terrain revendicatif afin d'investir le terrain politique: en bref la nécessité du parti révolutionnaire (...)*».

Par la suite «Battaglia Comunista» a quelque peu rectifié le tir en affirmant dans son journal théorique «Prometeo» qu'il s'agissait d'une «*révolte de jeunes prolétaires*» et non pas de «*sous-prolétaires*» (lumpen prolétaires). Mais sa définition finale des événements est échafaudée pour concilier la condamnation initiale de la révolte avec la reconnaissance d'un caractère prolétarien: «*une émeute prolétarienne, dans sa composante sociologique, qui s'est exprimée avec les caractéristiques typiques des révoltes sous-prolétariennes*» (5). Ce qu'il estime logique car les divers secteurs du prolétariat n'arrivent pas à se reconnaître comme faisant partie d'une même classe; la seule solution est donc de construire le parti. Mais le moins qu'on puisse dire est que si ce parti est celui du «BIPR» qui a le plus grand mal à reconnaître si les révoltés oui ou non des prolétaires, le prolétariat ne sortira pas de la confusion...

Le groupe «Il Partito Comunista», issu d'une scission du parti au début des années 70, ne se pose guère de questions; dans le n° de décembre de son journal «Il Partito Comunista», il affirme sans hésiter que les émeutiers sont des «*déclassés*».

(...) «*L'excitation est sans but, elle ne proclame pas d'objectifs, sinon celui de décharger une colère devenue haine contre tous les symboles de l'Etat et du marché (...)*

La révolte n'est pas encore en Europe une révolte d'affamés. C'est une révolte de déclassés [qui sont] un poids pour leurs familles, de rejetés, du travail, de l'école. Ils rejettent un monde qui les rejettent et ne peut pas ne pas les rejeter. Ils sont des privés d'affection, ce qui dans notre langage signifie être et se sentir utiles, nécessaires et désirés, inscrits dans des rapports précis de travail, de classe et de lutte de classe. (...) Les jeunes déclassés des banlieues quand même la mort devient un jeu, veulent tout détruire, et se détruire eux-mêmes d'abord. Ils n'ont rien à perdre. Mais rien non plus à gagner. Au contraire la révolte disciplinée de la classe ouvrière qui devra éclater, illuminée par le parti de classe, qui saura où frapper et ce qu'il faut détruire, a un monde entier à conquérir, et sait qu'elle l'a».

En lisant ces écoeurantes tirades, inspirées d'une sous littérature psychologisante, qui opposent la révolte future de la classe ouvrière vue de façon caricaturale, aux mouvements actuels, comment ne pas penser aux

paroles de Lénine, qui lui en savait un peu en matière de révolution et de marxisme? Il écrivait:

«Croire que la révolution sociale soit concevable sans explosions révolutionnaires d'une partie de la petite bourgeoisie avec tous ses préjugés, sans mouvement des masses prolétariennes et semi-prolétariennes politiquement inconscientes contre le joug seigneurial, cléricale, monarchique, national, etc., c'est répudier la révolution sociale (...). Quiconque attend une révolution sociale "pure" ne vivra jamais assez longtemps pour la voir. Il n'est qu'un révolutionnaire en paroles qui ne comprend rien à ce qu'est une révolution» (souligné par Lénine) (6).

Cette condamnation sans appel des «florentins» d'Il Partito par Lénine, vaut aussi pour la Courant Communiste International que nous avons gardé pour la fin.

LE SOCIAL-PACIFISME DU CCI

Selon le CCI, «Les émeutes n'ont rien à voir avec la lutte ouvrière». Le CCI a multiplié les articles de condamnation des jeunes révoltés dans des termes très semblables à ceux de Lutte Ouvrière, à cette différence près que le CCI s'est évertué à expliquer que la bourgeoisie utilisait les émeutes contre les ouvriers. Pour le CCI c'était les émeutes et non la répression policière (pas un mot pour les jeunes matraqués, bastonnés, emprisonnés, condamnés par centaines) qui créait «la peur», un «climat de terreur», bref «un réel danger pour la classe ouvrière». Rien ne manquait dans ses articles de l'argumentaire déversé jusqu'à l'écoeurement par les médias: les blessures infligées aux pompiers, les «petits frères ou petites soeurs qui ne pourront plus aller dans leur école», «le magasin de proximité à bas prix qui s'est envolé en fumée», etc. Selon le CCI, ces violences «totalement absurdes» avaient comme premières victimes les prolétaires eux-mêmes «dans leur chair» (sic!). Critiquant notre tract, le CCI affirme que «ces émeutes sont le produit de ressentiments individuels et n'ont comme perspective que la destruction et l'autodestruction». Il n'est pas question pour lui de «rattacher le combat de ces jeunes à la classe ouvrière» car le «comportement destructeur» de ces «jeunes égarés» «pèse contre la classe ouvrière» (7).

Sur son journal, le CCI avait écrit que ce n'était pas la bourgeoisie qui avait créé les émeutes, mais qu'elle les utilisait contre le prolétariat. Faisant un pas de plus dans sa revue, elle laisse entendre maintenant que la bourgeoisie essaye et réussit à «entraîner» certains jeunes dans la voie des émeutes (combien de temps lui faudra-t-il pour déclarer que celles-ci n'étaient en réalité qu'une manoeuvre machiavélique de la bourgeoisie?):

«La bourgeoisie, dont les représentants les plus intelligents sont bien conscients de la menace sous-jacente que constitue le prolétariat, est donc particulièrement soucieuse de faire de la publicité aux révoltes sociales et de minimiser ou ignorer quand elle le peut, les mouvements et les actions authentiques du prolétariat.

En identifiant le violent chaos des révoltes sociales à toutes les autres manifestations de la décomposition de la société, la bourgeoisie espère discréditer toute résistance à sa domination, y compris et en particulier la lutte de classe du prolétariat.

En présentant les révoltes sociales comme la principale expression de l'opposition à la société capitaliste, la bourgeoisie espère persuader les membres de la classe ouvrière, les jeunes en particulier, que ces actions condamnées à l'échec sont la seule forme de lutte possible. Et en montrant en détail les limites évidentes et les échecs certains de ces révoltes, la bourgeoisie cherche à démoraliser, à éteindre et à disperser la menace que représente l'unité prolétarienne, une unité qui requiert en particulier la solidarité entre la jeune génération de la classe avec les générations plus anciennes.

Cette tactique vis-à-vis de la classe

ouvrière connaît un certain succès, notamment parmi les jeunes et les chômeurs de longue durée ainsi que parmi les minorités ethniques au sein du prolétariat. Beaucoup d'éléments de ces secteurs ont été entraînés dans les émeutes en France» (7)..

Il y a une dizaine d'années, après les émeutes de Los Angeles, répondant à une polémique similaire du CCI lors des émeutes de Los Angeles, nous écrivions:

«Il serait évidemment tout-à-fait stupide de prendre les émeutes pour ce qu'elles ne sont et ne peuvent être: la manifestation du mouvement révolutionnaire prolétarien, tout simplement parce que ce mouvement n'existe pas encore à l'heure actuelle. Prétendre

que des explosions de colère spontanées comme ces émeutes risquent de détourner la classe ouvrière de sa véritable lutte de classe anticapitaliste est au mieux une amère plaisanterie aujourd'hui où celle-ci est encore entièrement engluée dans la collaboration des classes, enchaînée par le réformisme au sort de l'économie capitaliste et sous l'emprise des illusions nationalistes, démocratiques, pacifistes et légalistes. Toute l'importance des émeutes aux yeux des communistes, comme symptôme et indication de l'avenir, est qu'elles constituent une **rupture** de cette collaboration des classes, une **déchirure** des ces illusions qui paralysent le prolétariat, une **brèche** dans la domination

bourgeoise et l'emprise réformiste. Bien entendu, il y a encore très loin des émeutes à la révolution, de l'explosion de colère spontanée à la lutte de classe dirigée par le parti révolutionnaire marxiste; **mais il n'est pas possible d'arriver à cette lutte révolutionnaire sans que l'étrouffante paix sociale ne soit ébranlée par ces explosions de rage, sans que les opprimés et les exploités, les ouvriers et les chômeurs, ne se sentent poussés à s'affronter violemment à l'ordre établi.**

(...) Paraphrasant Lénine, nous pourrions dire que croire la reprise de la lutte de

(Suite en page 4)

La colère et la violence prolétariennes des banlieues annoncent les futures tempêtes sociales !

La mort des deux jeunes de Clichy électrocutés après s'être réfugiés dans un transformateur - énièmes morts dans les forces de police sont directement responsables - a déclenché une explosion de colère comme cela se produit chaque fois; mais en quelques jours la rage des jeunes sans travail, sans salaire, sans avenir s'est étendue à tout le pays, à toutes les villes grandes ou petites où existent des cités dortoirs prolétariens comme autant de véritables ghettos.

Les jeunes prolétaires des banlieues ont réagi spontanément en exprimant une violence accumulée depuis des années et qu'ils ne pouvaient plus contenir. Après avoir subi quotidiennement la violence sur le plan social, économique, administratif, policier, politique et racial, ils déversent aujourd'hui une partie de cette violence en détruisant tout ce qui leur tombe sous la main. Tous les bourgeois bien-pensants, tous les démocrates, tous les petits bourgeois pacifistes et adorateurs de l'ordre se déchaînent contre les «voyous». La police mobilisée à grande échelle par le gouvernement soumet les quartiers les plus «chauds» à une véritable occupation tandis que le gouvernement réactive une loi sur l'«état d'urgence» institué en 1955 contre les insurgés algériens et que la répression bat son plein; plus de 2000 personnes ont été arrêtées, des centaines de condamnation ont été prononcées à l'issue de procès expéditifs, et Sarkozy annonce que les «étrangers» (c'est-à-dire les jeunes qui n'ont pas la nationalité française) pris dans les rafles seront expulsés (un député UMP propose même que, comme à l'époque de Pétain, soient déchu de la nationalité française ceux qui ont été naturalisés).

C'est une colère aveugle, une manifestation de ras-le-bol désespérée face à la misère et à la précarité que connaissent les jeunes prolétaires. C'est une colère dont la société dite civile a peur parce qu'elle est incontrôlable, parce qu'elle vient du plus profond, d'humiliations accumulées au cours de décennies de discriminations, de promesses jamais tenues, de dégradation constante des conditions de vie. C'est la colère de ceux qui sont français parce qu'ils sont nés ici et qu'ils ont peut-être les papiers en règle, mais qui ne jouissent dans la réalité pas des mêmes droits que les blancs parce qu'ils sont d'origine immigrée ou des anciennes colonies françaises: une discrimination bien réelle, une véritable situation d'exception - avant même l'instauration actuelle de la législation d'exception - organisée volontairement par le capitalisme français contre une partie du prolétariat qui, dans une situation de crise économique et sociale explose «à l'improviste» et pousse des milliers de jeunes dans la rue.

Cette révolte n'est pas dirigée vers des objectifs politiques précis, elle ne présente pas des objectifs sociaux clairs et communs aux prolétaires. Elle est élémentaire, elle s'autoalimente et tout en étant orientée vers la destruction et l'incendie, elle prend pour cible l'adversaire immédiat: les forces de

police. Il est inévitable que, dans l'immédiat ou à plus long terme, elle prête le flanc à toutes les récupérations, des groupes politiques démagogiques aux forces religieuses ou à la délinquance organisée.

Les arrestations et la répression ne feront que creuser un peu plus la fracture sociale qui existe dans toute société capitaliste - **entre prolétaires et bourgeois, entre prolétaires et petits-bourgeois** - mais dont la profondeur et l'irréversible débouché violent sont voilés en temps «normal» par tous les artifices et tous les idéologues de la paix sociale. Le poing de fer de Sarkozy est le **poing de fer de la bourgeoisie**, d'une classe qui entend maintenir sa domination sur toute la société et son système d'exploitation du prolétariat. Le déchaînement de la répression et le recours à l'état d'urgence donnent la **démonstration dans les faits** de l'incapacité de la bourgeoisie à prévenir par des moyens pacifiques l'éclatement des contradictions sociales. **D'abord, restauration de l'ordre!** crie-t-on de tous côtés. Mais les porte-monnaie restent vides, la vie quotidienne de plus en plus difficile et les perspectives d'avenir sont complètement bouchées!

La bourgeoisie ne peut se permettre de perdre le contrôle de la situation sociale. Cette révolte qui dure et qui s'est étendue à travers tout le pays l'a prise en un certain sens par surprise. Il lui faudra trouver des responsables, des meneurs, des réseaux terroristes ou autres à qui imputer la responsabilité des émeutes. Mais devant cette explosion de violence élémentaire, elle appelle toutes les «honnêtes gens», toutes les organisations responsables, à une grande union pacifique démocratique et citoyenne pour isoler et neutraliser les «mauvais éléments», la «racaille» et autres «voyous». Les partis dits de gauche répondent à cette nouvelle union sacrée des défenseurs de l'ordre établi, soutenant ouvertement le couvre-feu (PS) ou ne critiquant au maximum que l'insuffisance des «mesures sociales» (de la poudre aux yeux) qui accompagnent la répression. Tous, comme «Lutte Ouvrière», se lamentent de la diminution des effectifs de «police de proximité» qui auraient peut-être pu empêcher l'explosion sociale!

LA RÉVOLTE DES BANLIEUES ANNONCE LA REPRISE DE LA LUTTE PROLÉTARIENNE RÉVOLUTIONNAIRE !

Ces enfants de prolétaires, ces enfants de travailleurs immigrés, ne peuvent aujourd'hui compter sur un mouvement ouvrier qui pourrait employer leur énergie dans la lutte de la classe à laquelle ils appartiennent, qu'ils en aient ou non conscience. La lutte de classe révolutionnaire n'est pas encore là pour donner une perspective réelle à leur combat. Mais les contradictions internes d'une société qui accumule des richesses gigantesques entre les mains d'une poignée d'exploiteurs en même temps qu'elle plonge les grandes

masses dans une misère et une précarité sans cesse croissantes, travaillent objectivement et inexorablement à la reprise de la lutte classiste.

Le prolétariat sera inévitablement conduit à se lancer dans l'affrontement ouvert, violent et décisif avec la bourgeoisie: non seulement l'exploitation quotidienne dans le travail, l'augmentation insupportable des rythmes et de l'intensité du travail, l'épuisement continu de l'énergie des travailleurs avant de les jeter à la rue, mais aussi les intimidations et répressions de tout type sans parler de la gigantesque escroquerie de la «démocratie» électorale, deviennent de plus intolérables quand la situation économique et sociale se dégrade de façon accélérée. Tout cela contribue à aiguïser sans cesse l'antagonisme fondamental entre exploités et exploités, entre prolétariat et bourgeoisie, les deux classes fondamentales de la société.

Les prolétaires devront comprendre que les orientations réformistes, les perspectives d'union nationale entre les classes, l'acceptation démocratique des intérêts capitalistes (camouflés derrière un prétendu intérêt général), ne peuvent que signifier le sacrifice de leurs intérêts propres, l'affaiblissement de leur capacité à se défendre par l'accroissement de la concurrence entre travailleurs. Tout pas vers l'interclassisme, vers la collaboration entre les classes, vers la défense de l'ordre et de la légalité bourgeoises, vers le respect des **valeurs et des principes de la République** est un coup supplémentaire contre tous les prolétaires!

L'union fait la force, dit le proverbe. Mais l'union de tous les citoyens, l'union du «peuple» toutes classes confondues **ne sert que la bourgeoisie**, en temps de paix comme en temps de guerre. La force pour résister à l'exploitation et à l'oppression sociales ne peut se trouver que dans l'**union des prolétaires pour la lutte contre les bourgeois, leur système et leur Etat**. Alors les explosions de colère et de violence produites par les conditions de vie insupportables pourront être utilisées pour défendre efficacement les intérêts immédiats des prolétaires tout en renforçant la lutte révolutionnaire en contribuant à changer les rapports de force entre exploités et exploités.

La perspective d'avenir réside dans la réorganisation classiste des grandes masses prolétariennes, la reprise de la lutte de classe révolutionnaire, la reconstitution du **parti révolutionnaire**, organe indispensable pour diriger le combat de tous les opprimés pour en finir avec cette société de malheur.

Vive la révolte des jeunes prolétaires des banlieues contre la misère, le racisme et l'oppression!

Vive la perspective du prolétariat en lutte pour ses seuls intérêts de classe!

Vive la reprise de la lutte générale de classe y compris sur le terrain de la violence que la bourgeoisie utilise en permanence contre les prolétaires!

Tract du 10/11/2005

L'Union Sacrée pour condamner la révolte des banlieues

(Suite de la page 3)

classe (car c'est de cela qu'il s'agit aujourd'hui, et pas encore de la révolution) concevable sans explosions sociales mettant en mouvement masses prolétariennes, semi-prolétariennes, et même petites bourgeoises contre l'ordre capitaliste, c'est répudier cette reprise de la lutte de classe; mais pour les «révolutionnaires en paroles», qui, tout comme les médias bourgeois, ne veulent voir dans les émeutes que la «violence aveugle et barbare», le «lumpen-prolétariat», les gangs, le racisme, bref, les «préjugés et les fantaisies réactionnaires» inévitables dans tout profond mouvement de masses, le plus important est de **détourner** la classe ouvrière de la participation à ces émeutes: «il est évident que des fractions de la classe ouvrière participent à ces émeutes, et c'est bien là que réside le danger, celui que les ouvriers soient de plus en plus nombreux à abandonner le terrain de classe (?) pour les pillages et la violence aveugle (!), les explosions raciales ou nationalistes (?), en s'imaginant que ceux-ci sont la seule solution à la misère de leur situation» («RI» n°214).

Si effectivement les ouvriers étaient déjà «nombreux» à se situer sur le «terrain de

classe», quitter ce terrain pour se livrer aux pillages serait une régression et un **pas en arrière** dans la lutte anticapitaliste. Mais le petit problème consiste précisément, n'en déplaise aux révolutionnaires en paroles, en ce que les ouvriers et plus généralement les prolétaires, ne sont qu'en nombre infinitésimal sur le terrain de classe et sont au contraire très «nombreux» sur le **terrain de la collaboration des classes**, ou, pour reprendre les termes de Lénine, que les «ouvriers arriérés», c'est-à-dire arriérés du point de vue politique et de la conscience de classe, constituent à notre époque l'écrasante majorité de la classe ouvrière. Le fait qu'une partie de cette majorité commence à «déserrer» ce terrain de la collaboration des classes, ne serait-ce que momentanément, sans avoir une conscience claire de leurs actes, «sans perspective ni projet», est pour les communistes un signe d'une grande importance: le signe qu'un **pas en avant** vers le «terrain de classe», vers la reprise de la lutte de classe, est en train de s'accomplir. Ce pas en lui-même est encore insuffisant (nous n'avons jamais dit ou écrit que les émeutes constituaient ce terrain de classe); il en faudra encore d'autres pour arriver à la lutte de classe, pour arriver à la «**constitution du prolétariat en classe et donc en parti**» (Marx, «Le Manifeste»).

Et l'article se terminait par une conclusion que nous pouvons reprendre intégralement aujourd'hui:

«A l'exemple de Marx et de Lénine, nous

ne crions pas à la barbarie à propos des émeutes, nous ne voyons pas dans «le processus de décomposition de la classe dominante, de la vieille société tout entière» («Le Manifeste») un «danger de contamination» pour la classe ouvrière risquant «d'exercer une pression vers la dissolution et la décomposition du prolétariat et, partant, d'affaiblir ou même de remettre en cause sa capacité à réaliser sa tâche historique de renversement du capitalisme» («RI» n°213) - ce qui est déjà une **capitulation** devant tous ceux qui affirment que la classe ouvrière n'est plus une classe révolutionnaire. Nous nous efforçons d'analyser et d'évaluer la portée de ces événements afin d'évaluer les modalités et les rythmes de la reprise de la lutte prolétarienne, et nous n'y trouvons pas des motifs d'inquiétude ou de désespoir.

Nous y voyons au contraire l'affaiblissement des liens qui paralysent la classe ouvrière depuis trop longtemps; nous constatons que se créent les conditions matérielles de sa **décontamination** de l'idéologie, de la praxis et des traditions bourgeoises à mesure que la classe capitaliste rencontre des difficultés croissantes à faire régner son ordre. (...)

Tout révolutionnaire digne de ce nom doit être inconditionnellement du côté des émeutiers contre l'Etat bourgeois, comme il doit l'être à l'occasion de chaque lutte prolétarienne. Cela n'implique absolument pas de tomber dans le suivisme par rapport au mouvement, que ce soit dans le cas d'une émeute ou dans le cas d'une lutte ouvrière,

mais exige au contraire d'y défendre les positions révolutionnaires de classe, s'il le faut à contre-courant, en attendant de pouvoir orienter le mouvement, comme dit Lénine.»

(1) Paru sur le site trotskyste www.wsws.org

(2) cf l'hebdomadaire «Marianne» n°477 du 12 novembre: «Depuis 10 jours (...) toutes les nuits des voitures flambent devant la façade [de la copropriété qui est «un abcès de fixation» pour les jeunes émeutiers] et les propriétaires se serrent les coudes pour protéger leurs biens. «Je ne suis pas visé», se défend Krivine. «C'est une explosion de l'exclusion». Et il reprend le récit de ses nuits folles où, à 60, ils font des rondes jusqu'à 2 heures du matin pour éviter que la «détresse» n'attaque leurs murs. «Ca crée des liens. Les réseaux de solidarité se sont renforcés». Trotsky avançait le mot d'ordre de milices ouvrières; ses disciples dégénérés avancent-ils celui de milices de propriétaires?

(3) cf LO n°1944 (4/11/2005)

(4) cf LO n°1945 (7/11/2005)

(5) cf «Prometeo» n°12 (décembre 2005)

(6) cf Lénine, Oeuvres, Tome 22, p. 383.

(7) Les citations viennent des n° 363 et 364 de «Révolution Internationale»

(8) cf «Revue Internationale» n°124 (premier trimestre 2006)

Bolivie: Evo Morales arrive à la présidence pour consolider le capitalisme

(Suite de la page 1)

plus pauvres ou d'éventuelles mesures sociales. Le président de l'Association des banques P. Anes pouvait commenter: «Nous sommes satisfaits parce que (...) il nous a assuré qu'il ne changerait pas les règles établies, c'est-à-dire qu'il continuera avec le système».

Deux jours après la victoire électorale, le vice-président Alvaro Garcia Linera s'employait à rassurer les bourgeois: le nouveau gouvernement «gouvernera pour toute la Bolivie, pas pour un seul secteur ou une seule classe sociale. (...) Des négociations directes vont être menées avec les hommes d'affaires et nous allons recueillir leurs recommandations que nous mettrons en application. Aucun secteur du pays ne doit se sentir exclu, et certainement pas le secteur des affaires».

Ce Linera, qui est un ancien guerillero du début des années 90 (Ejercito Guerrillero Tupac Katari) reconverti dans la «sociologie» (misère des sociologues!) est la tête pensante de Morales pour tout ce qui touche à l'économie. Il ne fait pas mystère des positions de son parti. Dans une interview à une revue trotskyste, à la question de savoir où il situe idéologiquement le M.A.S., il répond: «je le situerais au centre-gauche, car le projet de transformations économiques et sociales que cette organisation souhaite mener à bien ne peut être qualifié ni de communiste, ni de socialiste, ni même de communautaire (indigéniste- NDIR)».

Linera repousse toute idée de socialisme en Bolivie car le prolétariat y est «minoritaire numériquement et inexistant politiquement». A l'inverse, le MAS veut construire «un type de capitalisme andin». C'est-à-dire: «Il s'agit de construire un Etat fort qui puisse articuler de manière équilibrée les trois plate-formes «économico-productives» qui coexistent en Bolivie: la communautaire, la familiale et la «moderne-industrielle» (...). Jusqu'à présent, ces secteurs traditionnels n'ont pu se développer à cause d'un secteur «moderne-industriel» qui a accaparé les excédents. Notre idée est que ces secteurs traditionnels disposent d'un soutien économique, d'un accès aux matières

premières et à des marchés qui puissent ensuite générer du bien-être au sein de ces processus économiques et familiaux. La Bolivie sera toujours capitaliste pour au moins 50 ou 100 ans» (1).

L'idéologue peut bien croire (ou plutôt **faire croire**) à un développement harmonieux du capitalisme qui respecterait et ferait même prospérer la petite propriété, ce ne sont là que de doucereuses illusions petites bourgeoises. L'essentiel est qu'il prend partie sans hésiter pour un **Etat fort**, pour la défense du capitalisme, et qu'il accepte de se soumettre aux «recommandations» des capitalistes: cela signifie qu'il sait devoir s'attaquer aux intérêts des prolétaires qui, bien que minoritaire numériquement ont fait la fortune de la minorité incomparablement plus étroite des capitalistes, comme aussi aux intérêts de sa base sociale, les petits paysans et petits bourgeois que le capitalisme ruine et prolétarise s'il veut se développer.

A la fin de l'année dernière, des organisations de El Alto, la grande banlieue populaire de La Paz, justement méfiantes envers la politique du M.A.S. ont donné 90 jours à Morales pour qu'il tienne ses promesses. Mais il n'y a pas besoin d'attendre 90 jours pour savoir que les seules promesses qui seront respectées seront celles faites discrètement aux bourgeois - et aux impérialistes, qui, dans le cas des ressources gazières de la Bolivie, sont d'abord le Brésil et l'Espagne (que Morales s'est bien gardé d'attaquer), sans oublier la France: ce n'est pas par hasard que Morales est venu en visite officielle à Madrid et Paris, tout de suite après Caracas et La Havane.

Surtout il n'y a pas besoin d'attendre même un seul jour pour rappeler aux prolétaires boliviens qui ont derrière eux une riche histoire de luttes mais aussi de trahison de ces luttes, qu'ils ne doivent compter que sur leurs seules forces, qu'ils ne peuvent faire confiance à aucun sauveur et que la seule voie sûre pour se défendre et vaincre tous leurs ennemis est, comme partout, celle de **l'organisation en classe donc en parti**.

(1) cf «Inprecor», décembre 2005.

Sur le Fil du Temps SURHOMME, DÉGONFLE-TOI ! (fin)

(Suite de la page 1)

matriarcat. Ecoutez la descriptions des moeurs des Iroquois Seneca que le missionnaire Arthur Wright fréquenta à l'époque moderne et riez aux dépens du moderne et prétentieux chef de famille bourgeois. «On les aura», de nouveau.

«Les femmes prenaient leurs hommes dans les autres clans. En règle générale la partie féminine dominait le foyer. Les provisions étaient communes, mais gare au pauvre mari trop paresseux ou à l'amant trop maladroît pour apporter sa part à la réserve commune! Quel que soit le nombre de ses fils ou filles ou de ses propriétés personnelles dans la maison, il pouvait s'attendre à recevoir l'ordre de décamper. Il ne pouvait essayer de résister, la vie lui était rendue impossible: il lui fallait retourner dans son clan d'origine ou chercher (...) un nouveau mariage dans un autre clan. Les femmes étaient la grande puissance dans le clan et partout. A l'occasion elles n'hésitaient pas à destituer un chef et à le rétrograder au rang de simple guerrier».

Dans cette société, c'est la femme qui transmet le nom à la gens et à la descendance, et c'est la femme qui seule peut fonder une nouvelle gens.

Nous ne trouvons pas encore ici en circulation l'espèce *battilochius clarissimus*. Le Surhomme n'est pas encore venu se mettre dans nos jambes. Tout au plus la Surfemme; mais elle est moins gênante car elle a un bilan matériel tangible: enfantement et éducation des producteurs. Ce n'est donc pas à elle, bien évidemment, que s'adresse notre titre.

AUJOURD'HUI

ALIMENTS POUR LES CONNAISSEURS

La constatation scientifique que ces premiers stades de la société humaine ne connaissent ni familles, ni propriété privée, ni Etat et, avons-nous ajouté sans avoir rien découvert de nouveau, ni grands Chefs, embête beaucoup la société bourgeoise, préoc-

cupée par la formidable théorie matérialiste édiflée sur cette base. L'analyse, à partir de ce point de départ de l'état sauvage supérieur, de l'apparition de la famille patriarcale polygame puis monogame, base de la propriété foncière privée, de l'esclavage, puis du servage et du salariat; et de la naissance de l'Etat politique lors du passage de l'état de barbarie aux premières civilisations, donnait les bases pour **calculer**, sur les orbites de l'histoire, grâce à la théorie du déterminisme économique et des luttes des classes, la chute de toutes ces formes dont le système actuel fait en permanence l'apologie.

Engels remarquait déjà à son époque qu'«il est devenu de mode de nier ce stade initial de la vie sexuelle de l'homme». Cette négation n'est pas moins à la mode aujourd'hui. Des efforts gigantesques ont été faits pour ramener l'étude de l'évolution sociale dans les vieilles ornières créationnistes et idéalistes des formes immanentes des modes de comportement (droit, morale, attributs éternels de la personne humaine, etc.).

Dans cette question les étourdis haussent donc les épaules devant les références du petit texte d'Engels aux découvertes fondamentales faites chez divers peuples semi-barbares ou semi-sauvages de Polynésie, d'Asie Centrale, des pays arctiques, etc. Ils ont besoin d'informations «nouvelles». Voyons donc quelques données postérieures à Engels bien que la question soit définitivement tranchée, comme toutes les autres questions du marxisme, sans qu'il y ait besoin de nouvelles preuves.

Une information de ces dernières semaines nous a appris qu'en plein cœur de l'U.R.S.S., dans le Caucase, entre les chaînes de l'Albruz et du Kasbek, on a découvert une population qui n'avait aucun contact avec le monde extérieur depuis des siècles. Les Russes seraient en train de construire une route pour pouvoir entrer en contact avec elle et la «civiliser» (ce fameux réseau du marché intérieur qui, pour la première fois, bouleverse tout). Ils vivent dans des habitations en hauteur sans échelles où accède à l'aide de perches (sans trouvaille pour Le Corbusier!); ils ne connaissent pas l'écriture; évidemment ce sont les anciens qui instruisent les jeunes. Mais ils ne sont pas des chefs: «Ce qui compte davantage, c'est

Bref aperçu historique de la Gauche Communiste (dite «d'Italie»)

A notre époque où l'histoire des luttes ouvrières et du mouvement communiste est encore profondément enseveli sous les amoncellements de mensonges de l'histoire officielle, le courant politique dont nous nous revendiquons est parfaitement inconnu pour l'écrasante majorité des prolétaires. Beaucoup d'éléments qui s'éveillent à la vie politique et qui sont sincèrement intéressés à acquérir une connaissance du mouvement ouvrier, nous posent cette question: qui donc était cet Amadeo Bordiga et d'où sort cette Gauche communiste dont vous parlez? C'est pour répondre à ce besoin qui ne date pas d'aujourd'hui, que le parti avait entrepris le travail sur l'«Histoire de la Gauche communiste» (voir notre revue théorique «Programme Communiste»). Il nous a cependant paru utile de donner pour ces éléments novices quelques brefs points de repère historiques, en guise si l'on veut d'introduction à la lecture de ce travail fondamental, quoique malheureusement encore inachevé.

Une biographie d'un individu Bordiga est moins intéressante qu'un bref exposé de l'histoire de la Gauche communiste d'Italie. Amadeo Bordiga en a sans aucun doute été le principal animateur et dirigeant, mais l'existence de ce courant n'est pas la conséquence de l'activité d'un «grand homme» (selon la façon bourgeoise d'expliquer l'histoire par l'action d'individus exceptionnels): sa naissance et son développement ont été le fruit de l'histoire du mouvement ouvrier pas seulement dans ce pays, de la même façon que l'existence du bolchévisme n'est pas due au génie d'un Lénine. L'action de certains individus peut parfois avoir une importance énorme, mais toujours dans le cadre de la lutte des classes et dans les strictes limites du déterminisme historique: ce sont en définitive les mouvements sociaux, les classes en lutte, les situations, qui trouvent les individus et les partis les plus adéquats pour les représenter.

* * *

Dans la grande majorité des pays pendant la première décennie du XIXe siècle et le début du XXe, se faisait de plus en plus pressante une tendance à l'unification sans principe des organisations socialistes dans un seul parti national où dominait en pratique l'«opportunisme», courant réformiste ainsi appelé parce qu'il s'adaptait de façon opportuniste au système politique bourgeois et au capitalisme (tendance voulue et encouragée par les dirigeants de la Deuxième Internationale). L'exception à peu près unique mais éclatante à cette tendance droitiste dans l'évolution des partis socialistes se trouvait dans la Russie pré-révolutionnaire avec la division entre bolcheviks et mencheviks. En Italie, pays capitaliste pauvre («impérialisme en haillons», selon l'expression de Lénine), une situation sociale tendue (grèves, insurrections) obligeait le parti socialiste, à l'inverse de ce qui se passait dans la plupart des pays occidentaux, à se radicaliser et à expulser les éléments ouvertement réformistes; au moment où éclata la première guerre mondiale, le PS italien était certainement le «plus à gauche» des partis socialistes occidentaux.

Mais pourtant une tendance d'extrême gauche dirigée par Bordiga se constitua dans l'organisation des jeunes socialistes; cette tendance critiquait à la fois la droite du parti et la «gauche» à la direction de ce dernier, qui avait en réalité des positions politiques et théoriques très faibles. Elle mena notamment une bataille théorique-politique importante contre ceux qui soutenaient que la connaissance de la culture bourgeoise est indispensable pour l'émancipation prolétarienne: ce fut la lutte contre le culturalisme. Peu avant l'éclatement de la première guerre mondiale Amadeo Bordiga quitta l'organisation socialiste de Naples tombée entre les mains de l'opportunisme électoraliste et franc-maçon pour former avec quelques camarades le «cercle Karl Marx». Finalement les opportunistes furent expulsés du parti et une nouvelle organisation régionale fut reconstituée sur des bases plus solides avec la participation du cercle Karl Marx.

Lors du déclenchement de la guerre, l'Italie resta d'abord neutre, la bourgeoisie étant divisée entre partisans de l'Allemagne-Autriche et partisans de la France. Cela permit au PS de ne pas sombrer d'un seul coup dans l'Union Sacrée avec sa bourgeoisie comme presque tous les autres partis socialistes. Sous

la pression française, l'Italie finit par entrer en guerre. Dès lors de fortes pressions s'exercèrent sur le PS pour qu'il rejoigne l'union sacrée. Mussolini, dirigeant du quotidien central du parti et figure de la majorité de gauche, dénonça la neutralité; grâce à l'argent du Gouvernement français (amené par le socialiste français Cachin, futur ponton stalinien), il fonda son propre journal «Il Popolo d'Italia» (futur organe du mouvement fasciste) et fit campagne au sein du PS italien pour l'entrée en guerre aux côtés de la France - Gramsci sera un moment séduit - avant d'en être rapidement exclu. De toute l'Italie des militants socialistes accourent pour faire pression sur les dirigeants socialistes et s'opposer à la menace de participation du PS au gouvernement de guerre. Sous la pression de ces éléments d'extrême gauche, la direction du parti abandonna l'idée de participer au gouvernement, mais adopta la formule chèvre-chou: «ni participer à la guerre, ni la saboter»; Bordiga et ses camarades défendaient, eux, une position de lutte ouverte contre la guerre qui était en substance la même que celle de Lénine (sans la connaître).

Cependant la position «de gauche» du PS italien lui permit de jouer un rôle non négligeable dans l'organisation des réunions internationales des quelques socialistes opposés à la guerre (Zimmerwald). A la fin de la guerre le PSI alla en apparence encore plus à gauche: il approuva la révolution bolchévique (le courant majoritaire se baptisa alors du nom de «maximaliste», traduction approximative en italien du mot *bolchévik*) et adhéra à l'Internationale Communiste, participant à ses premiers Congrès.

Mais à l'intérieur du parti la minorité d'extrême gauche sous la direction de Bordiga s'était constituée en «**Fraction communiste abstentionniste**» avec l'objectif de transformer le parti en véritable parti communiste, en chassant les réformistes, en démasquant l'opportunisme de la majorité centriste, et en général en remplaçant la vieille pratique électoraliste par la **préparation révolutionnaire**.

Au nom de cette Fraction communiste, Bordiga fut invité avec voix consultative au 2e congrès de l'Internationale Communiste (1920) où il fit adopter la célèbre **21e condition** d'adhésion à l'Internationale (stipulant l'expulsion des non communistes du parti). Il fut co-rapporteur sur la question du parlementarisme en défendant la tactique **abstentionniste** contre la tactique du «*parlementarisme révolutionnaire*» prônée par Lénine et Boukharine qui estimaient possible de «détruire les parlements de l'intérieur», en précisant bien que l'axe fondamental du travail des communistes résidait **en dehors** des parlements.

Il faut préciser que la position de la Fraction n'avait rien en commun avec l'abstentionnisme des anarchistes que Bordiga combattait parce qu'il est basé sur le refus de la lutte politique. La position de la Fraction se basait, elle, sur la **nécessité de la lutte politique révolutionnaire**, en dehors et contre les parlements et le système politique démocratique bourgeois parce que ce dernier constitue dans les pays capitalistes développés, suffisamment riches pour alimenter les illusions électoralistes parmi les masses, l'arme la plus puissante de la bourgeoisie contre la lutte de classe (1).

Les événements ont par la suite malheu-

reusement confirmé les dangers du parlementarisme révolutionnaire (où le premier terme l'a toujours emporté) et justifié donc la tactique abstentionniste: sans rupture avec le système démocratique parlementaire, la classe ouvrière ne réussira pas, non seulement à renverser le capitalisme, mais même à se défendre contre les attaques bourgeoises.

En 1920 éclata le plus grand mouvement ouvrier de l'histoire italienne: l'occupation des usines. La bourgeoisie ayant habilement joué la carte du pourrissement (en plein mouvement de grèves, le gouvernement partit en vacances!), il se termina par une défaite en raison de l'attitude attentiste et paralysante du PSI qui fit la démonstration de son incapacité complète à mener une action révolutionnaire. Lorsque les ouvriers furent contraints les uns après les autres de reprendre le travail après des semaines de grève, la réaction bourgeoise releva alors la tête et apparurent les premières bandes fascistes. Cet échec démontait l'urgence de la constitution d'un véritable parti communiste, donnant raison à la Fraction communiste. Au Congrès du PS à Livourne en 1921 la minorité d'extrême gauche fit donc scission et constitua le PC d'Italie, avec Bordiga à sa tête, mais où conflua aussi le courant de Gramsci qui avait abandonné alors ses positions «conseillistes» semi-libertaires selon lesquelles les *conseils ouvriers* étaient plus importants que le parti, et le pouvoir devait se prendre à la base, dans les usines, plutôt qu'«au sommet», en renversant l'Etat bourgeois et instaurant la dictature du prolétariat.

Après avoir d'abord salué comme un exemple la scission de Livourne, la direction de l'Internationale jugera bientôt qu'elles s'était faite «trop à gauche» (quelques années plus tard, Gramsci dira même que «*la scission de Livourne a été le plus grand triomphe de la réaction*»). En fait les divergences entre le PC d'Italie et la direction de l'Internationale vont porter sur d'importants points de tactique, et principalement:

- La tactique du «*Front Unique*»: Bordiga et ses camarades sont opposés à la tactique du Front Unique **politique** (accords avec les partis social-démocrates que les communistes viennent à peine de quitter); ils préconisent le Front Unique syndical ou à la base, ouvert à tous les travailleurs quelles que soient leurs orientations politiques ou autres, pourvu qu'ils soient prêts à lutter pour se défendre contre les patrons, l'Etat ou les fascistes. En Italie cela prend la forme de l'«*Alliance du travail*» au niveau syndical.

- Ils s'opposent au mot d'ordre et à la tactique du «*Gouvernement ouvrier*», comme étant une déviation caractérisée par rapport aux principes du marxisme qui ne pouvait que désorienter complètement les prolétaires en admettant la possibilité d'utilisation du système politique de l'Etat bourgeois. Ce mot d'ordre, qui envisageait la formation de gouvernements en commun avec les sociaux-démocrates sur la base de combinaisons parlementaires (ce qui faciliterait la lutte révolutionnaire), conduira en réalité en Allemagne où il était né, à un désastre: au lieu de bien vouloir appeler les prolétaires à la lutte armée (!), les sociaux-démocrates de gauche abandonneront le gouvernement PS-PC dès que la bourgeoisie montrera les dents, laissant les communistes seuls face à la répression.

- Ils continuent à être opposés au «*parlementarisme révolutionnaire*», c'est-à-dire à la participation aux élections et aux parlements, bien que par discipline, comme sur les autres questions en discussion, ils respectent les décisions de l'Internationale.

Après la mort de Lénine, l'Internationale à la recherche désespérée de moyens pour accélérer artificiellement la maturation de la situation politique accentua ses tactiques «élastiques» et elle se mit à faire des oscillations de plus en plus grandes. Les divergences devenant de plus en plus affirmées, la direction de l'Internationale se mit à la recherche

d'une direction de rechange du PC d'I. Profitant de l'arrestation de Bordiga et de la plupart des dirigeants du parti par les fascistes, l'Internationale nomma une nouvelle direction, autour de Gramsci, chargée de ramener le PC d'I dans la droite chemin: c'était la première fois qu'une direction d'un PC était ainsi changée de manière bureaucratique. La chose deviendra ensuite fréquente après l'instauration de la politique de «*bolchevisation*» des PC, combattue par la Gauche. Sous prétexte de «prolétariser» les partis en faisant des cellules d'entreprise la base de son organisation, cette orientation revenait en fait à confier leur vie et leur direction à un appareil hiérarchique indépendant de cette base prolétarienne dont l'horizon était organisationnellement borné aux limites de l'entreprise. Cette utilisation des méthodes de la discipline bureaucratique dans les sections de l'Internationale correspond à la période en Russie du pouvoir de la «troïka» Zinoviev, Kamenev, Staline en lutte contre l'opposition de gauche autour de Trotsky en 1923 avec ces mêmes méthodes.

Notre courant a toujours affirmé que les tactiques ambiguës et trop souples ne pouvaient pas accélérer le développement du mouvement communiste, mais au contraire le **freinaient** puis risquaient de l'empêcher et de le faire retomber dans toutes les déviations qui avaient caractérisé la social-démocratie. Bordiga n'a cessé de combattre ces zig-zags et d'appeler au respect de **normes tactiques strictes et cohérentes avec le programme communiste et les principes du marxisme**. Mais les dirigeants de l'Internationale, pris à la gorge par l'isolement du pouvoir soviétique et par une situation intérieure de plus en plus difficile, se lançaient dans les pires improvisations et les pires manoeuvres pour essayer, toujours en vain, d'accélérer de façon artificielle l'évolution des situations.

Pour neutraliser l'opposition de la gauche communiste dans le PCd'I et éviter la formation d'une fraction internationale de gauche, Zinoviev proposa à Bordiga la vice-présidence de l'Internationale: poste honorifique sans réelle importance politique, il ne pouvait être accepté. Amadeo Bordiga compara l'Internationale à *une pyramide reposant sur sa pointe*, pointe qui était le parti russe en crise; et il proposa de «*renverser la pyramide*» en appelant les partis communistes des pays capitalistes à apporter leur aide au parti russe (crise due à la tâche surhumaine de maintenir un pouvoir **politique** prolétarien en Russie tout en organisant sur le plan **économique** le passage à une économie fondée sur le capitalisme

Ré-édition en langue arabe
de notre brochure

«Thèses
caractéristiques
du parti»

(Format A5, 68 pages, 2 €)

نصوص الحزب الشيوعي الأممي

١

الموضوعات الأساسية
للحزب

دار البرنامج الشيوعي

VIE DU PARTI

Nous organisons régulièrement, dans la limite de nos forces, des réunions de lecteurs ou des réunions publiques sur divers sujets d'actualité ou d'autres. A la fin de l'année dernière nous avons tenu des réunions sur la révolte des banlieues dont nous parlons largement dans ce journal, ainsi que sur ce qui distingue notre parti (à la suite de l'article du journal). Une réunion l'automne dernier à Aix en Provence traitait de la question syndicale.

RÉUNION DE LECTEURS SUR LA QUESTION SYNDICALE.

L'exposé a fait un historique de la question, en commençant par rappeler l'adoption de lois antisyndicales à l'époque de la révolution bourgeoise (loi Le Chapelier de 1790 en France) pour montrer les changements de position de la bourgeoisie vis-à-vis des syndicats, de l'opposition à la tolérance jusqu'à l'intégration.

Il a décrit ensuite la position de Marx dans «Salaire, prix et profit» (1865) où celui-ci explique et la nécessité et les limites de l'action syndicale, et qui se termine par la conclusion suivante qui reste valable pour toute organisation de défense économique

prolétarienne: «Les syndicats agissent utilement en tant que centres de résistance aux empiètements du capital. Ils manquent en partie leur but dès qu'ils font un emploi peu judicieux de leur puissance. Ils manquent entièrement leur but dès qu'ils se bornent à une guerre d'escarmouches contre les effets du régime existant, au lieu de travailler en même temps à sa transformation et de se servir de leur force organisée comme d'un levier pour l'émancipation définitive de la classe travailleuse, c'est-à-dire pour l'abolition définitive du salariat».

Le matérialisme nous permet de comprendre que ce sont les déterminations économiques qui poussent les classes à la lutte. Ce serait du pur idéalisme que de s'imaginer que le prolétariat pourrait directement passer au niveau politique en sautant par dessus les affrontements économiques, immédiats et permanents. Le prolétariat ne peut pas ne pas mener cette lutte, c'est dans cette lutte qu'il fait l'expérience de sa force, qu'il comprend la nécessité de l'union et du passage à un stade supérieur. Et pour cette lutte il a besoin d'une organisation de type syndical (quelle qu'en soit la forme concrète). C'est pourquoi nous défendons le principe de l'**associationnisme ouvrier** et que nous devons aider, contribuer, à tous les efforts prolétariens en ce sens, ce qui ne signifie pas défendre les organisations syndicales qui existent aujourd'hui.

Ces dernières sont en effet intégrées de manière irréversible aux structures de la collaboration entre les classes et n'ont plus rien de «classistes». Nous pouvons et nous devons militer en leur sein quand c'est possible (comme en dehors d'elles quand il y a également une possibilité) c'est-à-dire quand cela nous donne la possibilité d'entrer en contact avec des prolétaires au moins potentiellement portés à défendre leurs intérêts de classe; ce travail n'est possible qu'à la base, au contact des travailleurs du rang, et **jamais** dans l'appareil.

Et nous savons que si ce travail a un minimum d'effet, il se heurtera inévitablement aux orientations de l'appareil.

De façon générale toutes les associations de ce type (syndicats et autres) sont condamnées à céder à l'influence de la classe dominante si le parti de classe n'arrive pas à en prendre la tête pour en faire les **courroies de transmission** des orientations classistes révolutionnaires: ce n'est pas une raison pour s'en détourner, mais au contraire c'est une raison pour y mener la lutte contre les influences adverses qui y sont toujours présentes sous une forme ou sous une autre (le prolétariat n'est jamais vierge) quand naissance de telles organisations.

Au cours de la discussion on est revenu sur divers points: la grève générale (qui est un mot d'ordre trompeur chez beaucoup en leur permettant d'éviter le problème de la

lutte indispensable pour combattre l'influence du réformisme politique et syndical), l'aristocratie ouvrière (dont l'existence est niée par beaucoup de groupes, des trotskystes à l'ultra-gauche), la nature de classe du corps enseignant. En ce qui concerne ce dernier, il s'agit précisément d'une couche aristocratique qui a les plus grandes difficultés en raison de sa position à se ranger dans le camp prolétarien; certaines de ses parties sont particulièrement exploitées (auxiliaires, hors statut divers) et du coup sensibles aux revendications de classe, tandis que les autres se laissent prendre au piège de la transmission du savoir, du service public, etc. et se considèrent comme membres des couches moyennes.

L'action des communistes vis-à-vis des enseignants doit consister à mettre l'accent sur les revendications communes au salariat exploité et unifiant le prolétariat sur ces bases, et non sur les revendications étroitement corporatistes et même **réactionnaires** typiques du réformisme qui exalte la «mission» démocratique de transmission du «savoir» censée se faire pour le bien de tous.

Le corporatisme est partout à combattre, mais il est particulièrement pernicieux dans le corps enseignant qui a les plus grandes difficultés à comprendre les finalités de classe de leur rôle d'éducation de la future main d'oeuvre et des futurs «citoyens» respectueux de la société bourgeoise

Vague de grèves au Vietnam

Il y a trente ans Saïgon tombait sous les coups des combattants du F.N.L.. L'impérialisme américain, digne successeur du sanglant colonialisme français, était expulsé de la péninsule indochinoise ravagée et qu'il laissait en ruines (un général américain avait déclaré qu'il allait ramener le Nord-Vietnam à l'âge de pierre). La victoire de la révolution anticoloniale au Vietnam après des décennies de luttes terribles avait été chèrement payée par les masses, en l'absence de ce qui aurait dû être leur allié naturel, le prolétariat des métropoles impérialistes qui était paralysé par le réformisme et anesthésié par la collaboration entre les classes. La victoire de la contre-révolution stalinienne avait empêché toute possibilité que les noyaux communistes existant au Vietnam avant guerre puissent, avec l'aide d'un véritable mouvement communiste international, mettre les prolétaires à la tête de la lutte anticoloniale. Les partisans de Ho Chi Minh liquidèrent les trotskystes parce que, indépendamment des critiques que nous pouvons faire à leurs orientations, ceux-ci représentaient un risque d'action prolétarienne indépendante.

La révolution anticoloniale était une révolution **bourgeoise**, comme nous n'avons jamais cessé de le répéter face à tous ceux -

et compris des trotskystes! - qui propageaient le mythe du «socialisme vietnamien». Selon le marxisme, ce n'est pas une raison pour ne pas la soutenir, parce que tant que la révolution bourgeoise n'est pas accomplie, il n'est pas possible d'aller vers la révolution prolétarienne, mais à condition de ne jamais tromper les prolétaires sur sa nature et sur le rôle des bourgeois; c'est-à-dire en faisant tout ce qui est possible pour pousser à l'indépendance de classe des prolétaires y compris dans la lutte commune avec d'autres classes et en n'apportant jamais de soutien politique aux organisations bourgeoises, même révolutionnaires. Nous savions que le principal résultat de cette révolution serait de lever les entraves au développement du capitalisme vietnamien et par conséquent à la lutte prolétarienne contre ce capitalisme.

C'est bien ce qui s'est passé durant ces décennies. Quoique encore peu développé, le capitalisme vietnamien est en train de bouleverser le paysage social du pays, transformant par dizaines de milliers paysans en prolétaires. Et ces nouveaux prolétaires, plongés dans les délices de la bestiale exploitation capitaliste, commencent à y répondre par la lutte. Ces derniers temps une «vague de grèves sauvages» a ainsi balayé pendant

plus d'un mois les usines de l'ancienne Saïgon (rebaptisé Ho Chi Minh Ville): on a relevé une dizaine de grèves, suivies par plus de 40 000 ouvriers, dans les zones franches qui s'étendent autour de la métropole. Un des moments forts de cette vague a été la grève de 18 000 ouvriers d'une usine de Taiwan (Formose): les capitalistes taiwanais, à la recherche de bas salaires, délocalisent en effet leurs usines dans les pays où le coût de la main d'oeuvre sont plus bas que chez eux: mais c'est pour trouver la lutte ouvrière!

Les ouvriers ont finalement obtenu un relèvement de 40% du salaire minimum à compter du premier février (55 dollars par mois dans les grandes villes, 50 dans les villes moyennes, 45 ailleurs). Selon le journal qui donne ces informations (1), les ouvriers contestaient aussi le syndicat unique (et obligatoire): les grèves ont été organisées en dehors de lui. Les conditions de vie devenant de plus en plus dures, ces premières luttes en appellent inévitablement d'autres. Après ce premier éveil, l'avenir au Vietnam sera marqué par les luttes prolétariennes!

(1) «Asian Times», reproduit par «Courrier International» n°796 (2-8/2/2006)

Bref aperçu historique de la Gauche Communiste

(Suite de la page 7)

issues de scissions de notre parti à différents moments, mais nous avons indiqué les plus importants. Il existe aussi des groupes ou des individus qui aiment citer ou publier le «grand révolutionnaire» Bordiga et qui parlent de façon élogieuse de la Gauche communiste, tout en combattant notre parti: en définitive ces gens déforment toujours gravement les positions de notre courant, sous le prétexte de les «améliorer» ou les «compléter».

L'**anonymat**, qui est une règle du travail dans le parti et une condition pour arriver à un véritable «fonctionnement organique» (nous défendons le principe du «**centralisme organique**» par opposition au terme «centralisme démocratique» pour supprimer toute référence au «principe démocratique» qui fait partie de l'idéologie bourgeoise) (6), a pu en partie empêcher pour Bordiga ce que Lénine avait noté (sans savoir que c'était ce que la contre-révolution ferait de lui): la transformation des militants révolutionnaires en *icônes offensives*

après leur mort. Les éloges les plus appuyés de l'**individu** Bordiga sont très souvent des tentatives de déformer le sens de toute son activité, qui a toujours été une **activité de parti**.

* * *

Nous avons traité la question des crises du parti et du bilan qui doit en être tiré dans «Programme Communiste» n°90. Un important travail de notre parti est «l'Histoire de la Gauche Communiste» («*Storia della sinistra comunista*») consacrée aux premières années du mouvement communiste. Les textes théoriques et programmatiques les plus importants de notre courant ont été publiés (voir le sommaire des «Editions Programme»). Il faut y ajouter en français les recueils d'articles publiés par différentes maisons d'éditions ou revues: «Russie et révolution dans la théorie marxiste», «Bordiga ou la passion du communisme», «Espèce humaine

et croûte terrestre», les «Fils du Temps», etc.

(1) voir «Programme Communiste» n°66.

(2) voir «Programme Communiste» n°53-54, «En mémoire d'Amadeo Bordiga: 4- Défense du parti et de l'Internationale».

(3) voir «Programme Communiste» n°93, «La portée de la scission de 1952 dans le Partito Comunista Internazionalista».

(4) voir «Défense de la continuité du programme communiste», Thèses de 1965 et 1966 (rédigées par Bordiga), à propos d'une crise où se manifestèrent à la fois des courants activistes («*Rivoluzione Comunista*») et des courants «académistes» adversaires de l'activité extérieure tant que la situation n'était pas devenue révolutionnaire («*Invariance*»). C'est à ce moment que notre organisation remplaça le vieux nom «Parti Communiste Internazionalista» par «Parti Communiste International».

(5) voir «Programme Communiste» n°53-54, «Le parti devant la question syndicale».

(6) voir «Défense de la continuité...», Thèses de 1965-66.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

5^{ème} liste 2005

Aboulcar: 10,60 / Aix, lecteurs: 100,00 / Alain: 7,50 / David: 40,00 / Eric: 2,50 / Georg: 10,00 / Joël: 10,00 / Le Meur: 301,50 / Malika: 7,50 / Mdd: 40,00 / Noël: 20,00 / Troupes de Khartoum, hors du Darfour: 32,14 / Paris: 630,00. Lecteurs: 70,00 / Raymond: 100,00 / Roger: 100,70 / Tours: 27,00 / Vive la Dictature du prolétariat: 45,50 .

Total liste: 1942,94 Euros
Total général 2005: 4952,24 Euros

1^{ère} liste 2006

Claude: 7,50 / En hommage au communiste hongrois Léo Frankel: 31,80 / Petit capital: 75,00 / Manuel, à nos frères boliviens: 26,50 / Pour Klara Zetkin et Flora Tristan, pionnières du communisme: 63,60 / Roger: 127,20

Total liste: 331,60 Euros

Points de contact:

Aix-en-Provence: réunion de lecteurs Samedi 25 février. Rdv 15h devant la Cafétéria Flunch, Place du Général de Gaulle
Paris: pour avoir la date et le lieu de la prochaine réunion publique, écrire au journal.
Toulouse: Vente au marché St Sernin, tous les dimanches de 11h à 13h 30.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
Pour la Suisse : Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus.
Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5€ / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15€ / 60 FS / £ 20. **programme communiste** (Revue théorique), le numéro: 4€ / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32€ / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5€ / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5€ / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27€ / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3€ / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6€ / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**